

POLITIQUE DE CONFIDENTIALITE ,
DE PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE
ET DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

1. PRÉAMBULE

Le **Cabinet VERDIN et ASSOCIES, Experts comptables et financiers**, exerçant par la SPRL VJP EXPERTS COMPTABLES, inscrite à la BCE sous le n° 0880.440.393, dont le siège est établi à 4053 EMBOURG, Rue de l'Ardenne, 12 (ci-après le Cabinet) est soucieux de la protection de vos données à caractère personnel et s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel (données ci-après) en vigueur en Belgique en ce compris le Règlement Général relatif à la Protection des Données, 2016/679 en vigueur au 25 mai 2018 (ci-après RGPD).

Dans ce souci de protection de vos données, le Cabinet reste à votre disposition pour toutes questions ou remarques à ce sujet.

Le Cabinet assure un niveau adéquat de sécurité technique et organisationnelle de vos données, en vue de vous prémunir de toute fuite de données, notamment la perte, la destruction, la divulgation publique, l'accès non autorisé ou tout usage abusif. Cependant si vous avez connaissance de l'existence d'une fuite de données ou si vous en suspectez une, nous vous demandons de nous la signaler immédiatement.

2. A QUI S'ADRESSE CETTE DÉCLARATION ?

2.1. Cette déclaration est destinée aux personnes physiques qui entrent en contact avec notre Cabinet, en ce compris celles qui :

- Naviguent sur notre site internet
- Demandent des informations relatives aux services du Cabinet ;
- Sont les clients du Cabinet ;
- Travaillent pour les clients du Cabinet, ou auprès de ses fournisseurs.

2.2. Le Cabinet vous informe que vos données seront utilisées conformément à la présente déclaration de protection des données ainsi qu'aux dispositions relatives à la protection des données et de la vie privée en vigueur en Belgique.

3. QUELLES SONT LES DONNEES QUI SONT COLLECTEES AUTOMATIQUEMENT ?

Notre site Internet utilise des cookies. Nous plaçons des cookies sur votre ordinateur, tablette ou smartphone. Ces cookies permettent de conserver vos préférences lors de l'utilisation de notre site internet.

Qu'est-ce qu'un cookie ?

Un "cookie" est un petit fichier composé de lettres et de chiffres stocké dans votre navigateur ou sur le disque dur de votre ordinateur. Ainsi nous pouvons nous rappeler de vos préférences lors de l'utilisation de notre site Internet. Sauf si vous avez choisi de ne pas accepter des cookies dans les paramètres de votre navigateur, notre système placera des cookies automatiquement lors de votre visite à notre site. Si vous souhaitez supprimer des cookies, apportez les modifications nécessaires dans votre navigateur Internet, généralement dans les sections « Aide » ou « Options Internet ».

Il existe plusieurs types de cookies :

Les cookies techniques

Ils permettent de personnaliser l'expérience utilisateur en mémorisant vos préférences. Notre site internet utilise les cookies suivants : l'acceptation de l'utilisation des cookies.

Les cookies de tiers

Ils permettent d'améliorer le contenu et le fonctionnement du site via l'utilisation de Google Analytics (consultez les règles de confidentialité ou la politique de protection de la vie privée de Google).

4. QUELLES SONT LES DONNÉES QUI SONT TRAITÉES PAR LE CABINET ET D'OÙ PROVIENNENT-ELLES ?

3.1. Le Cabinet collecte les données traitées par différents canaux. Soit directement auprès de vous-même, soit auprès d'autorités judiciaires, fiscales ou administratives, d'autres personnes mandatées par vos soins, etc.

Certaines données peuvent aussi être collectées valablement si elles sont divulguées publiquement ou si vous les avez vous-même rendues accessibles publiquement sur les médias publics/sociaux notamment (tel que LinkedIn, Facebook, ...);

3.2. Les catégories de données suivantes sont notamment susceptibles d'être traitées:

- **Les données d'identification** : nom, prénom, adresse privée, adresse e-mail, téléphone, sexe, date et lieu de naissance, état-civil, nationalité, photographie d'identité, carte d'identité, nationalité.
- **Les données médicales** : antécédents médicaux, maladie, handicap, etc
- **Les données bancaires et patrimoniales** : numéros de compte, extraits de compte, factures d'entrée et de sortie, plans financiers, avertissements extrait de rôle, composition de ménage, tous documents attestant ou justifiant de la situation financière ou tout autre élément comptable utile.
- **Les données familiales** (personnes à charge, composition de ménage, etc.)
- **Les données relatives aux condamnations pénales et aux infractions.**
- Etc.

5. POURQUOI LE CABINET TRAITE-T-IL VOS DONNÉES ?

- 4.1. Selon les données collectées et traitées, les finalités diffèrent. Le cabinet traite vos données :
- Dans le cadre de la défense de vos intérêts ou de ceux de la personne morale ou physique pour laquelle vous intervenez.
 - Dans le cadre de la réalisation des obligations contractuelles ou précontractuelles du Cabinet à votre égard ou à l'égard de la personne morale ou physique pour laquelle vous intervenez.
 - Pour établir la facturation.
 - Pour assurer la défense du Cabinet dans le cadre d'un contentieux qui l'oppose à vous.
 - Pour vous envoyer des newsletters.

6. QUELLES EST LA BASE DE LICÉITÉ DES TRAITEMENTS DU CABINET ?

- 5.1. En fonction de la finalité poursuivie, le cabinet traite vos données sur la base :
- Des obligations légales lui incombant dans le cadre de ses activités. La loi lui impose de traiter certaines données à caractère personnel. Il en va ainsi pour ses obligations comptables, son devoir de défendre vos intérêts.
 - Sur base de ses obligations contractuelles ou précontractuelles à votre égard.
 - Sur base de l'intérêt légitime du cabinet, lorsqu'il doit conserver vos données pour introduire, exercer ou étayer une action en justice éventuelle mais également vous envoyer notre newsletter.
 - Dans certains cas très particuliers, le Cabinet peut être amené à traiter vos données sur base de votre consentement.

7. AVEC QUI LE CABINET PARTAGE-T-IL VOS DONNÉES ?

- 6.1. Tout partage de données s'effectue dans les limites du secret professionnel, des règles déontologiques et de la présente déclaration.
- 6.2. Les données énumérées ci-dessus sont accessibles aux personnes membres de l'équipe du Cabinet ou tous confrères mandatés à cet effet, intervenant comme collaborateur salarié ou indépendant, ou tous conseils techniques dans la stricte mesure nécessaire à l'exécution des obligations du cabinet.
- 6.2. Le Cabinet est susceptible de transmettre vos données aux autorités judiciaires ou administratives ou auxiliaires de justice dans le cadre de la défense de vos intérêts et dans la mesure nécessaire.
- 6.3. Le Cabinet est susceptible de transmettre vos données aux intervenants du dossier dans la cadre de la défense de vos intérêts et dans la mesure nécessaire.
- 6.4. Le Cabinet est susceptible de transmettre, le cas échéant, vos données à des organismes bancaires ou d'assurances dans la cadre de la défense de vos intérêts et dans la mesure nécessaire.

- 6.5. Le Cabinet est susceptible d'être contraint au transfert de données personnelles collectées aux autorités ou entités régies par la loi, le décret ou toute disposition réglementaire qui serait applicable.
- 6.6. Le Cabinet peut également partager certaines données avec ses cocontractants, qualifiés de « sous-traitants » au sens de la législation, dans la mesure strictement nécessaire au fonctionnement d'applications ou systèmes de gestion informatisés ou non informatisés auxquels le Cabinet a souscrit.

La liste des sous-traitants, leur domaine d'activités, la finalité poursuivie et le cas échéant le pays dans lequel les données sont traitées et hébergées sont susceptibles d'être obtenus auprès du Cabinet dans une mesure justifiée.

8. COMBIEN DE TEMPS LE CABINET GARDE-T-IL VOS DONNÉES ?

- 7.1. Le Cabinet ne conservera pas les données au-delà d'une période de 10 ans en exécution de loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces, etc.

Ce délai commence à courir dès la fin de la relation qui vous lie au Cabinet.

- 7.2. En cas de contentieux, les données seront conservées au-delà des échéances indiquées ci-dessus à des fins de défense en justice. Dans ce cas, la conservation des données pertinentes pourrait être prolongée dans toute la mesure nécessaire à la gestion du contentieux et jusqu'à clôture de celle-ci.

9. LE CABINET TRANSFÈRE-T-IL VOS DONNÉES HORS DE L'UNION EUROPEENNE ?

- 8.1. Les transferts des données vers un pays hors de l'Union ne seront autorisés que si et seulement si :
- la Commission européenne a rendu une décision accordant au pays concerné un niveau de protection adéquat et équivalent à celui prévu par la législation européenne.
 - le transfert est couvert par une mesure adéquate accordant un niveau de protection équivalent à celui prévu par la législation européenne, telle que les Clauses Standards de la Commission ou le consentement.

10. QUELS SONT VOS DROITS ?

- 9.1. Sauf abus ou autres dispositions légales contraires prédominantes, la réglementation vous reconnaît les droits suivants :
- Le droit d'accès à vos données ;
 - Le droit d'obtenir une liste des données traitées ;
 - Le droit de rectification des données traitées (vérification de l'exactitude) ;
 - Le droit d'opposition au traitement de vos données ;
 - Le droit de limiter le traitement des données traitées ;

- Le droit à l'effacement des données traitées ;
- Le droit à la portabilité des données traitées ;
- Le droit de déposer une plainte auprès de l'Autorité de protection des données:
 - www.autoriteprotectiondonnees.be/
 - Rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles
 - Tel.: +32 (0)2 274 48 00
 - Télécopie: +32 (0)2 274 48 35
 - Courriel : contact@apd-gba.be

9.2. Vous pouvez exercer vos droits en vous adressant au Cabinet à l'adresse mail suivante : vincent@verdin.be ou par envoi postal à l'adresse suivante : 4053 EMBOURG, Rue de l'Ardenne, 12

11. MODIFICATIONS

Le Cabinet peut à tout moment apporter des corrections, des compléments ou des modifications à la présente déclaration de protection des données et de la vie privée. La version la plus actuelle peut être consultée en permanence sur nos sites internet.